Paris le 21 février 2013

Monsieur le Président de la République,

Demain s'ouvre le salon de l'Agriculture, la plus grande ferme de France qui fête ses 50 ans.

L'an dernier, vous n'aviez pas boudé votre plaisir en prenant votre temps pour rencontrer des agriculteurs passionnés et fiers de leur métier.

Sans vouloir gâcher cette belle fête de l'agriculture, je me dois, en tant que président de la FNPL (Fédération nationale des producteurs de lait), de vous alerter sur la situation difficile des éleveurs laitiers. Jamais de mémoire de paysan nous n'avons vécu une telle augmentation de nos coûts de production. Les raisons en sont connues : l'envolée du prix des céréales et du soja entrant dans l'alimentation de nos animaux.

Nos revenus sont en berne. Les trésoreries sont exsangues. L'élevage est en queue de peloton des revenus 2012 selon les résultats diffusés par les services du Ministère de l'Agriculture. Ces chiffres témoignent d'une inégalité intolérable pour des paysans qui veulent encore croire en leur métier.

Face à cette triste réalité, la FNPL a réagi en publiant un indicateur de charges et en définissant les modalités de déclenchement de cet outil. Il permet de calculer concrètement l'incidence de cette hausse des coûts de production. En 2012, ce sont 30 euros/1000 litres de coûts supplémentaires qui ont été supporté par les éleveurs.

Je suis pleinement conscient du contexte économique difficile que vivent nos concitoyens. Au regard de l'impact de la hausse importante de nos charges de production qui se limite à quelques centimes d'euros de plus sur le prix des produits laitiers, les éleveurs ne comprennent pas que ces quelques centimes ne puissent être « intégrés » par l'aval de la filière laitière. J'ai appelé à plusieurs reprises les acteurs du secteur - des transformateurs aux distributeurs- à prendre leurs responsabilités.

Force est de constater que notre marché laitier français ne fonctionne pas. Les relations de la grande distribution avec ses fournisseurs ne sont pas normales. Le seul rapport de force n'est pas la bonne méthode. Les producteurs de lait ne peuvent être les seuls à « se serrer la ceinture ». Ils sont trop nombreux à s'interroger quant à leur avenir.

42, rue de Châteaudun, 75314 PARIS CEDEX 09 – Tél. : 01 49 70 71 89 – Fax : 01 42 80 63 80
www.fnpl.fr – E-mail : fnpl@fnpl.fr – N° SIRET : 428 435 176 00022

Le Ministre de l'Agriculture Stéphane Le Foll a plaidé à plusieurs reprises pour que la France ne devienne pas qu'une terre céréalière. Vous le savez, l'élevage laitier est le garant de la diversité des territoires, d'emplois nombreux et de produits de qualité.

L'actualité récente concernant la fraude à la viande de cheval témoigne que la recherche des prix les plus bas chez les fournisseurs de l'agroalimentaire, présente le risque de dérives inacceptables.

La qualité a un prix : nous sommes bien placés pour le savoir !
La confiance aussi !

Il est urgent que votre gouvernement propose des solutions concrètes. Je compte sur vous Monsieur le Président de la République. Sans une initiative politique de votre part, la pérennité de l'élevage français est remise en question. La LME (loi de modernisation de l'économie) doit être ré-ouverte et améliorée. Je connais votre attachement aux terroirs Corréziens. Que serait la Corrèze sans l'élevage ? Que seraient nos territoires sans l'élevage laitier ? Que serait le salon de l'Agriculture sans son concours général des plus belles races de vaches de France ?

Je serai très heureux de poursuivre ces réflexions en échangeant avec vous lors de l'inauguration du salon de l'Agriculture.

En vous remerciant de l'attention que vous porterez à mon courrier, je vous prie de croire, Monsieur le Président de la République, à l'expression de ma plus haute considération.

Le président de la FNPL

Thierry ROQUEFEUIL

42, rue de Châteaudun, 75314 PARIS CEDEX 09 – Tél. : 01 49 70 71 89 – Fax : 01 42 80 63 80
www.fnpl.fr – E-mail : fnpl@fnpl.fr – N° SIRET : 428 435 176 00022